

VISAGES DE LA CRISE

MARIE-LINE DARCY, MATHILDE AUVILLAIN,
ANGÉLIQUE KOUROUNIS, GAËLLE LUCAS

VISAGES DE LA CRISE

Nous gens du Sud,
pauvres et fainéants

DOCUMENT
BUCHET • CHASTEL

© Libella, Paris, 2015

ISBN 978-2-283-02847-6

*Le petit vainc le grand
quand il a raison.*

ESCHYLE

En haut de l'escalier monumental menant à la terrasse du palais de São Bento, le siège de l'Assemblée nationale portugaise, députés et journalistes sortant d'une séance peuvent jouir d'un panorama splendide sur les maisons ocre, jaunes ou bleues s'étageant sur le flanc nord de la colline du Bairro Alto. Il y faisait très beau en ce jour de printemps 2010, et Lisbonne était baignée de cette lumière si particulière annonçant la chaleur estivale qui saturera les couleurs et fera vibrer les murs et les toits.

Le député socialiste, qui répondait aux questions sur une possible contagion de la crise grecque au Portugal, était aussi radieux que le ciel sans nuages : « Nous allons montrer que nous ne sommes pas seulement un endroit merveilleux pour passer des vacances, avec du soleil, des plages et une bonne cuisine. Nous allons sortir de la crise, car nous ne sommes pas la Grèce », affirmait-il avec conviction.

En effet, à l'autre bout de l'Europe du Sud, Athènes venait de décider de demander à l'Union européenne et au FMI une aide financière pour éviter la banqueroute. Ce qui n'empêchait pourtant pas le Premier ministre grec de l'époque, Georges Papandréou, de lancer son désormais célèbre : « De l'argent, il y en a ! » Peut-être, mais où était-il

passé ? Car, dès 2009, le déficit public de la Grèce s'était envolé.

La Grèce, mais pas seulement : le Portugal, l'Espagne, l'Italie, tous membres de la Communauté européenne, tous dans la zone euro, croulent également sous la dette en cette année 2010, et font face à un énorme déficit. Sans oublier l'Irlande, bien sûr, mais...

Mais il ne s'agit pas ici de raconter l'histoire de la crise financière la plus brutale depuis le fameux « septembre noir » de 1929. Une histoire qui, hélas, semble loin d'être terminée à l'heure où nous écrivons ces lignes¹. Il faudrait d'ailleurs commencer le récit en 2008, aux États-Unis, avec cette crise des *subprimes* frappant de plein fouet le Portugal, qui se flattait pourtant encore d'être « le bon élève de l'Europe », peu après que fut signé, dans sa capitale, entre les vingt-sept États de l'Union européenne, le traité de Lisbonne. À quel moment précis le rideau s'ouvre-t-il sur la « tragédie de la Dette », tragédie grecque s'il en est ? 2009 ? 2010 ? Difficile d'établir une chronologie, tant les départs de feu de cet incendie sont multiples et simultanés.

En Espagne, en 2008, éclate la « bulle immobilière », cette frénésie bâtisseuse alimentée par des banques trop sûres d'elles. En explosant, la bulle provoque une terrible onde de choc économique et sociale jusqu'au Portugal voisin. Les gouvernements sociaux-démocrates espagnols et portugais tentent d'appliquer les plans d'austérité exigés par Bruxelles. À Lisbonne, au printemps 2011, juste un an après les déclarations enthousiastes du député socialiste à l'Assemblée nationale, le Premier ministre socialiste José Sócrates démissionne. Même chose à Madrid, où son homologue Zapatero organise des élections anticipées. Les partis conservateurs les remplacent, qui vont appliquer

1. Juin-juillet 2015.

les plans d'austérité exigés par Bruxelles avec encore plus de... rigueur.

Le cas de l'Italie est différent, du moins en apparence. Troisième économie de la zone euro, le pays est alors très accaparé par les frasques de Berlusconi, Rubygate, bunga bunga... À l'été 2011, toutefois, à Rome également, la machine s'emballa. L'Union européenne s'inquiète, et des plans d'austérité sont adoptés en catastrophe. Le *Cavaliere* est devenu la risée de l'Europe, son esbroufe ne suffit plus à masquer le délabrement de la péninsule. À son tour, il démissionne, à la fin de 2011. Les technocrates de l'équipe de Mario Monti lui succèdent. Ils vont s'appliquer à « sauver l'Italie ». Mais le plan *Salva Italia* tient tout entier dans le même mot : « austérité ». La valse des gouvernements italiens qui s'ensuivra ne fera pas grand-chose pour apaiser les esprits.

Mais l'épicentre du séisme qui ébranle l'Europe du Sud, c'est la Grèce. Sur elle, se déverse la vindicte de Bruxelles qui désigne le « berceau de notre civilisation » comme le fossoyeur de l'idée de l'Europe. Athènes a le mauvais goût de ne pas vouloir plier.

Les plans d'austérité se multiplient, les « agences de notation », à la fois juge et partie, accablent les pays du Sud, décidément mauvais élèves du néolibéralisme, et enfin débarque la « troïka », experts nommés par la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le FMI. Les élus n'ont plus la parole, les États sont mis sous tutelle. Officiellement, l'Italie échappe à cette aide musclée de l'Union européenne et du Fonds monétaire international, mais le cahier des charges qui lui est imposé est tel qu'on peut sans nul doute l'appeler le « plan de la troïka de l'ombre ». Les experts déboulent alors dans les institutions des pays en crise, comme des huissiers venant saisir les meubles et poser les scellés. L'Europe du Sud se

transforme en laboratoire social, un espace d'expérimentation des théories néolibérales, de la déréglementation et du capitalisme sauvage. Il s'agit moins de sauver l'Italie, ou la Grèce, ou le Portugal, et dans une moindre mesure l'Espagne, que d'aider les créanciers, privés pour la plupart, à recouvrer les prêts pour le moins hasardeux et incohérents qu'ils ont généreusement accordés dans l'euphorie – dans la « bulle » – des années précédentes.

Des pans entiers de l'économie sont réduits à néant. Pour obéir au diktat des secteurs bancaires, on privatise à tout va jusque dans les domaines de la santé et de l'éducation. Et si l'on ne privatise pas, on rogne les dépenses. Cœur de cible, les fonctionnaires, ces privilégiés du service public, enseignants et personnels hospitaliers, qui subissent des coupes sombres dans leurs salaires et la disparition de ce qu'on appelle « primes », mais en réalité 13^e et 14^e mois, compléments indispensables aux revenus mensuels des ménages. Puis c'est une avalanche de taxes, prétendument exceptionnelles, mais qui, comme toujours, ont une furieuse tendance à devenir pérennes : ponctions supplémentaires, réductions de salaires, TVA qui dans certains cas augmente de 50 %, aides sociales réduites à leur plus simple expression, suppression des déductions fiscales, des jours fériés en moins et des heures de travail en plus... la liste est longue des contraintes et des vexations imposées par les experts de la troïka. De plus, ce remède de cheval contre la dette est inoculé, non pas aux vrais malades – banques, financiers, investisseurs inconséquents, appareil d'État –, mais aux simples citoyens grecs, portugais, espagnols et italiens.

Ces citoyens, ces « sudistes », se débattent alors pour garder la tête hors de l'eau, tandis que les ressources se sont effondrées abruptement. Le chômage a atteint des records stupéfiants. Quelques chiffres : en 2013, il est de 17,4 % au Portugal (8 % avant la crise), de 26,8 % en Grèce, de

26,2 % en Espagne et de 11,7 % en Italie. Pour les jeunes de moins de 25 ans, le constat est terrifiant : selon les pays ils sont entre 3 et 5 sur 10 à se retrouver sans emploi. À peine mieux lotis, leurs aînés, les hommes et les femmes de 50 ans et plus, ont vu le cours de leur vie brutalement modifié, avec ces coupes radicales dans des retraites qui servent souvent à aider enfants et petits-enfants dans le besoin. Le remède de cheval semble avoir fait son œuvre. Les populations sont assommées, frappées de stupeur. Et de la stupeur à la résignation, il n’y a qu’un pas. Sans oublier la peur du chômage et de la précarité qui n’incitent guère à la révolte.

Mais la stupeur, l’accablement, la résignation ne dureront qu’un temps, comme l’exprimera par la suite l’écrivain espagnol Antonio Muñoz Molina dans *Tout ce que l’on croyait solide* (*Todo lo que era sólido*, 2013) : « Ce qui aujourd’hui nous semble rétrospectivement si clair était invisible au moment où cela se produisait. »

Bientôt, ces gens du Sud, que l’on croyait aussi passifs qu’indolents, vont réagir avec une surprenante vigueur aux plans d’austérité dont on les accable. Impossible, là encore, d’établir une chronologie précise de ces mouvements populaires, toujours impressionnants par leur mobilisation, parfois violents, le plus souvent pacifiques, qui se multiplient durant ces cinq années. Les médias internationaux se focalisent sur les manifestations d’Athènes, toujours de grande ampleur, et dédaignent celles de Rome, considérées comme une sorte de tradition locale, du folklore en somme. Dans la réalité, c’est par le biais des urnes, au scrutin européen de 2014, que l’Italie choisit de créer la surprise en accordant 40 % des voix à Matteo Renzi, le démocrate de gauche. Un véritable pied de nez à une vision caricaturale d’un pays aux mille nuances. En Espagne, c’est le mouvement des Indignés, des *Indignados*, qui suscite le plus grand intérêt par les centaines de milliers de personnes qu’il mobilise,

pacifiquement, dans une centaine de villes espagnoles et à partir du 15 mai sur la Puerta del Sol de Madrid. Les caméras du monde entier guettent alors, sinon prédisent, le moindre signe d'essoufflement, de lassitude. Finalement, ce sont elles qui se lassent et plient bagage, tandis que le mouvement s'inscrit dans la durée, et même s'exporte ailleurs en Occident. Curieusement, c'est au Portugal qu'a été initiée, deux mois avant les Indignés espagnols, cette protestation populaire d'un type entièrement nouveau, mais qui trouve des similitudes avec la révolution tunisienne de l'année précédente. À Lisbonne, quelques jeunes avaient, sur les réseaux sociaux, appelé à une manifestation le 12 mars 2011. En réponse, quelque 60 000 promesses virtuelles qui s'étaient transformées en 300 000 à 400 000 personnes dans les rues de la capitale, autour des familles inquiètes pour l'avenir de leurs enfants. Pourtant, le Portugal ignorait encore, ou ne voulait pas voir, qu'il allait basculer lui aussi dans le gouffre austéritaire.

Commission européenne, BCE et FMI ne répondent à ces puissants mouvements populaires que par une indifférence de marbre, ne changeant pas une virgule dans la feuille de route tracée par la troïka. Après tout, les membres de ces institutions n'ont rien à craindre du suffrage universel. Ils ne semblent même pas s'inquiéter de la montée en puissance d'un parti ouvertement néonazi, Aube dorée, qui devient la troisième organisation politique de Grèce et envoie près d'une vingtaine de députés au Parlement. La troïka se soucie également comme d'une guigne des succès électoraux, en Italie, du pitre démagogue Beppe Grillo.

Dans les médias des pays du Nord la chose est entendue : le Sud ce sont les PIIGS ! L'acronyme anglais de Portugal-Ireland-Italy-Greece-Spain. On ignore qui, lors d'une réunion de rédaction d'un journal économique anglo-saxon de référence, a fait cette trouvaille, ce bon mot. « Pigs »,

cochons de gens du Sud, car le I de « Ireland » est vite oublié, la blague fait le buzz et déclenche un florilège de lieux communs aux relents xénophobes sur les qualités, ou plutôt sur les tares quasi génétiques d'un peuple, voire d'une ethnie, voire d'une race : les gens du Sud, ces fainéants, toujours entre deux siestes. Ils l'ont bien cherché, après tout, l'austérité. Et « le falsificateur de statistiques », ce n'est plus tel ministre grec corrompu par une banque, mais le vieux pêcheur à la retraite égrenant d'une main calleuse son *komboloï* devant un verre d'ouzo. Les Italiens ? De brouillons et sympathiques grands enfants adeptes de la *combinazione*. Les Espagnols ? De joyeux fêtards rôdant jusqu'à plus d'heure sur les Ramblas. Les Portugais ? De gentils travailleurs peu qualifiés mais doués, empêtrés dans leur *saudade* larvoyante. Les caricatures ne sont évidemment pas toujours aussi explicites que cela, mais il n'empêche, ces bons à rien du Sud, ces Pigs, ces tricheurs, ces fainéants, ont bien mérité ce qui leur arrive. Il s'agit bien de payer pour eux, mais pas *ad vitam aeternam*. Le Sud devient un boulet, et tant pis si peuples, histoires et cultures se trouvent égratignés par des campagnes parfois injurieuses et toujours réductrices.

De leur côté, les citoyens du Sud ne veulent pas être les figurants d'une comédie à l'italienne, remake du célèbre film d'Ettore Scola : *Affreux, sales et méchants*. Leur vie ressemble davantage à un documentaire d'un réalisme cru, qui tourne au cauchemar quotidien : Que sera demain ? Que nous veut-on ? Que va-t-on encore nous faire subir ? Et serons-nous encore là pour en parler, ou sur la route de l'exil ? Questions lancinantes, harcelantes, mille fois répétées.

Les quatre auteures de ce livre, toutes correspondantes de presse, ont arpenté des kilomètres de bitume, tendant leur

micro ou agitant leur stylo devant les marcheurs et les manifestants. Nous ne faisons que notre métier de journaliste en accompagnant ces foules. Nous étions parfois submergées par la peur, plus souvent bouleversées par la simplicité et la tristesse des témoignages recueillis. Des heures passées avec ces dignes indignés, ces anonymes « vous-et-moi », ces jeunes et leurs familles, ces vieillards étonnés de se voir si nombreux. Nous avons relayé les informations de la crise, les décisions des différents gouvernements, les changements politiques, les « bouffonnades » italiennes – de Berlusconi à Beppe Grillo –, les décisions technocrates de Rajoy, le Premier ministre espagnol, et de Passos Coelho, son homologue portugais, et les valse-hésitations des dirigeants grecs. Nous avons cherché à donner à voir et à entendre les victimes de la crise, alors que dans ce nouveau Mezzogiorno d'une Europe coupée en deux, les classes moyennes, surtout elles, s'enfoncent dans un état de délabrement affectif et social jamais vu depuis un siècle. Nous avons voulu aller au-delà des clichés et des caricatures.

Tout, ou presque, a été écrit sur la crise, ses causes et ses conséquences. Des ouvrages d'analyses, consensuels ou non, politiquement corrects ou au contraire alternatifs. Nous aussi, en tant que journalistes, avons contribué à alimenter les tentatives d'explication, prises dans ce flux quasi ininterrompu d'avancées et de reculs, de décisions et de changements politiques. Mais il nous est apparu nécessaire d'aller au-devant de ces « sudistes de la crise », de donner un espace plus large à la parole de ces témoins, ces acteurs, ces victimes. À travers eux, nous avons découvert des existences ordinaires, de gens sans autre histoire à vivre que la leur, mais soudain humiliés, bafoués, culpabilisés par cette condescendance et ce mépris aux relents xénophobes des puissants, des dirigeants, des décideurs. Dans *Visages de la crise*, nous n'avons pas voulu verser dans le misérabilisme,

ni le paupérisme. Pourtant, misère et pauvreté menacent un quart de la population de ces pays. Nous avons plutôt voulu aller à la rencontre de ceux que l'on dit de la « classe moyenne », classe protéiforme, mais surtout malade d'une Europe qui leur avait promis monts et merveilles.

C'est José Roldán, l'agriculteur de l'Espagne profonde, qui aspire à une vie meilleure pour lui et les siens et qui, à 48 ans, devient une victime de la bulle immobilière. C'est Irini, cette enseignante grecque désarmée devant des élèves qui ne veulent plus apprendre « parce que demain n'existe pas », et qui lutte quand même contre le démantèlement de l'Éducation nationale dans son pays. C'est Céu, cette photographe portugaise qui se retrouve victime de son panache, parce que démissionner par solidarité ou pour faire changer les choses est aujourd'hui un risque, celui de crever de faim. C'est Salvatore, ce jeune Sicilien qui, après cinq ans d'études des sciences politiques, se voit contraint de partir à Londres chercher du travail, avant de revenir dans son pays par envie de se battre. C'est Toly, ce vieux baroudeur des luttes écologiques qui se lève pour défendre son idée de la Grèce, celle d'un art de vivre millénaire en voie de disparaître englouti sous les gravats des mines de métaux précieux. C'est José Salsa, ce Portugais de la diaspora, rentré au pays diplômé d'architecte en poche, dans l'espoir d'y faire quelque chose, et qui désormais travaille pour survivre dans un centre d'appels téléphoniques. C'est Stefano, l'Italien forcément volubile qui décrit sans complaisance l'art de la débrouille et qui se retrouve, à la fin de sa carrière, sans savoir de quoi demain sera fait. C'est Mónica la Madrilène, chercheuse en biologie moléculaire et mère de famille débordée, qui n'a d'autre choix que de s'accommoder de CDD. Des Européens bousculés dans leur vie quotidienne et dans leurs certitudes. Le plus frappant, chez ces personnages du réel, c'est la confiance qu'ils avaient mise dans l'Europe,

cette Europe dont on leur vante encore les mérites et qui se montre si peu solidaire et si peu protectrice. Une Europe qui voit monter la gangrène et tente de la repousser. Une Europe qui finalement « ne sert à rien ». Tous ces témoins pensaient faire mieux que leurs parents, vivre mieux que leurs parents, et bénéficier de la bienveillance de l'Europe.

Tous ont accepté de parler à visage découvert « parce qu'on ne peut pas rester sans rien faire ». Des témoins ordinaires ou presque qui n'ont pas la prétention d'être représentatifs de l'ensemble de la population, mais qui sont significatifs, symptomatiques. Parfois émouvants, parfois révoltés, ils disent avec leurs mots simples la complexité de la crise, ses effets dévastateurs et dramatiques. Et sur leurs visages, une autre page de l'histoire pourrait bien s'écrire autrement.

MARIE-LINE DARCY

PORTUGAL

Marie-Line Darcy

C'est la crise. La *maldita* crise, la maudite crise et ses accents d'austérité, ses habits de restriction, ses atours de cauchemar. Le Portugal, qui depuis 2008 vit sous un vent mauvais soufflé par les *subprimes*, va subir, en accéléré, un bouleversement inédit.

Lorsque le FMI et l'Union européenne sont appelés à la rescousse du petit pays périphérique de l'Europe, Céu fait partie de mon « cercle relationnel », comme diraient les sociologues. En 2011, la photographe occupait une place importante au sein d'un journal valorisant l'iconographie. Mais Céu crée la surprise en prenant partie pour ses collaborateurs mis à mal par des restrictions budgétaires : elle démissionne. Las ! Elle ignore que lesdites restrictions vont s'appliquer à l'ensemble des entreprises du pays, à commencer par les journaux et le secteur culturel dans son ensemble. Cet acte courageux va lui coûter cher. Céu ne crie pas, ne hurle pas. Elle n'a rien d'une *pasionaria* de la crise. Elle agit, elle assume. Et comme de nombreux Portugais anonymes, elle doit bouleverser radicalement sa manière de vivre.

José était quant à lui un inconnu. Une réflexion sur sa page d'un réseau social a piqué ma curiosité. L'homme est blessé, déçu, sa colère froide transpire dans chacun de ses

propos. Il veut témoigner « parce que la passivité n'est pas la solution ». Son parcours est hors du commun : il fait partie des Portugais de la diaspora, nés ailleurs parce que leurs parents avaient dû immigrer dans les années 1960 pour fuir une autre crise. José avait voulu faire le chemin inverse et tenter sa chance dans son pays d'origine. La crise l'a frappé de plein fouet. Lucide, il admet qu'il avait ressenti une colère si forte qu'elle avait failli le submerger. Mais comme beaucoup de ses compatriotes, il a dû apprendre très vite à composer avec ses illusions perdues.

José et Céu sont deux visages de la crise, deux parmi des centaines rencontrés ces cinq dernières années. Leur courage est leur meilleure arme, identique à celui de leurs ancêtres qui, il y a cinq siècles, ont découvert la moitié du monde. De l'autre côté de la *terra incognita* il y a forcément une baie protégée.



Céu

Un appartement confortable, cinq pièces dans un quartier tranquille proche du centre de Lisbonne. C'est là que vit Céu Guarda, 53 ans, divorcée, mère élevant seule une fille étudiante de 20 ans et un garçon de 12 ans. Photographe de profession depuis plus de vingt-cinq ans, elle jouit encore, dans le métier, d'une grande notoriété. À première vue, donc, cette femme n'est pas forcément la victime typique de la crise.

Pourtant, la chute a été d'autant plus rude que Céu est tombée de haut. Elle avait, il y a encore trois ans, un poste à responsabilité, fort bien rémunéré, au quotidien *I*. Mais en 2011, la presse portugaise commence à sombrer. On licencie à tour de bras. Et la direction de son journal lui propose de se débarrasser de la moitié des personnes dont elle a la charge, en piges ou à plein temps. Parce qu'elle considère qu'elle n'a plus les moyens de faire son travail correctement, Céu choisit de démissionner. Celle qui est encore une des photographes portugaises les plus en vue est alors également convaincue que sa réputation, son expérience et son talent lui permettront de retrouver facilement du travail.

Mais, depuis trois ans, rien. Les indemnités de départ fondent à vue d'œil... Bientôt, ce sera le revenu minimum d'insertion. Comment, dès lors, payer les traites de ce

coquet logement qui est encore en grande partie propriété de la banque ? Posséder un appartement est, au Portugal, la preuve par excellence de l'ascension sociale. Le perdre, pour Céu, serait l'effondrement d'un monde, la mort de toutes ses espérances, de toutes ses illusions. Espérances et illusions qui furent celles de toute la génération charnière, dont Céu est un peu l'archétype.

Elle n'avait que 13 ans quand la révolution des Œillets balaya d'un coup, en avril 1974, près de cinquante ans de salazarisme ; un demi-siècle d'un régime autoritaire morne, oppressant et répressif. À partir des années 1980, toute sa vie active, jusqu'à ce jour fatal de 2011, se déroule sous la bannière étoilée de l'Europe. Elle vit ce qu'on pourrait appeler les Trente Glorieuses portugaises, années pendant lesquelles toute sa génération créative, inventive, dynamique, s'est crue à l'abri des soucis matériels et existentiels. Alors, entre les mots d'une femme habituée à se battre, affleurent la déception et l'amertume des illusions perdues.

Céu est née à Mora, un village au bord d'une rivière, à une centaine de kilomètres à l'est de Lisbonne. Mais ce paysage d'arrière-pays méditerranéen, avec ses chênes-lièges et ses oliviers, ne doit pas faire illusion. En ce début des années 1960, dans ce Portugal de la dictature de Salazar, les campagnes portugaises subissent une misère épouvantable. L'exode rural est massif. Les uns émigrent en masse à l'étranger, surtout en France, les autres se réfugient en ville, dans l'espoir d'une vie meilleure. À son tour, la famille de Céu quitte Mora et s'installe à Lisbonne. Les Guarda sont pourtant relativement privilégiés par rapport aux autres villageois. En effet, le père est comptable dans une fabrique de bouchons de liège, dont le Portugal reste le premier producteur mondial. La mère est postière, car elle est la seule d'une fratrie de sept enfants à avoir suivi quelques années d'études.

« Malgré tout, j'ai passé une enfance heureuse », dit Céu avec nostalgie. Dans son salon aux murs blancs sont accrochées quelques peintures dont elle est l'auteure et d'autres de son ex-mari. « Toute ma famille vivait regroupée au village, parents, grands-parents, les oncles, tantes, cousins, cousines. Une famille traditionnelle, comme il y en avait tant au Portugal, surtout à la campagne. »

Céu a 9 ans quand ils arrivent à Lisbonne, ville gourmande en personnel administratif, en cols blancs. « Notre premier appartement, raconte-t-elle, abritait toute la smala, la grand-mère, les oncles et tantes. Puis, peu à peu, le niveau de vie de mes parents s'est amélioré. Et ils purent occuper un appartement pour nous quatre seulement, eux deux, ma sœur aînée et moi. »

Puis, le 25 avril 1974 au matin, l'histoire du Portugal bascule. Des véhicules blindés pénètrent dans Lisbonne. La colonne est dirigée par des capitaines et des sous-officiers mutinés contre des guerres coloniales interminables, aussi meurtrières que vaines. Une foule innombrable de Lisboètes vient à leur rencontre, les acclame, les canalise, les guide et transforme en révolution démocratique ce qui n'aurait pu être qu'un putsch militaire.

En évoquant cette journée-là, Céu retrouve son enthousiasme de jadis. « Je n'avais que 13 ans, mais je m'en souviens très bien. C'était la fête ; une fête qui a duré plusieurs années. J'ai vécu ces moments fous, et j'y ai pris tout ce qu'il y avait à prendre. Soudain, on comprenait qu'il y avait autre chose à vivre, au-delà de notre univers gris, replié sur lui-même. »

Sous la frange impeccablement taillée qui lui masque le front, les immenses yeux noirs de Céu s'illuminent : « Après cinquante ans de censure fasciste, il y eut un afflux de livres dont on ignorait alors jusqu'à l'existence et celle de leurs auteurs. Je dévorais tout et n'importe quoi. Même

des bouquins très sérieux sur le marxisme, à 15 ans ! Aujourd'hui, ces livres-là sont partout en librairie, mais plus personne ne les lit. » Il est vrai que le Portugal des années 1975 était alors en proie à un bouillonnement politique intense, souvent chaotique, et on ne savait pas trop vers quoi le pays se dirigeait.

Quand la sœur aînée de Céo eut 20 ans, elle décida de se rendre en France pour y suivre des études supérieures de psychologie. L'enseignement des sciences humaines n'avait pas court pendant la période de l'État nouveau de Salazar, et après 1974, les réformes multiples de l'éducation nationale ont surtout pour objectif d'éradiquer l'analphabétisme digne d'un pays du tiers-monde.

La France, au milieu du xx^e siècle, fascine encore les Portugais comme au temps des Lumières du xviii^e. Sous Salazar, elle fut un asile pour nombre d'opposants politiques et une bouée de sauvetage économique pour des travailleurs fuyant la misère organisée par l'État Nouveau (*Estado Novo*). Le français était la première langue obligatoire dans le secondaire. Céo le maîtrise encore parfaitement.

Cependant, alors que le Portugal tente de s'ouvrir au monde, la France ferme ses portes. Le premier choc pétrolier, un chômage qui augmente... en ces années Giscard, en ces années de plomb, l'immigré est le bouc émissaire. Le Portugais est considéré comme efficace, travailleur et si discret qu'on le croit invisible. Mais plus de quatre mille immigrants par mois tentent l'installation en France, principalement Espagnols et Portugais. C'est alors dans la clandestinité que l'exode doit se poursuivre. Il n'y a plus de carabiniers à l'affût aux cols des Pyrénées, mais l'entrée en France reste aléatoire. Interceptés aux frontières, nombre de ces Portugais sont obligés de rebrousser chemin. Céo a 18 ans. Elle veut rejoindre sa sœur à Paris, pour y faire les Beaux-Arts. Elle s'est déjà initiée aux techniques de la